## Suivi de la situation humanitaire au Burkina Faso et au Mali - Protection

## Décembre 2024 | Burkina Faso, Mali

#### Contexte

La région des « trois frontières » située entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, est marquée par une situation sécuritaire et humanitaire très préoccupante. Depuis plusieurs années, cette zone est confrontée à une grave crise sécuritaire qui affecte non seulement le fonctionnement des infrastructures mais également la quiétude, les activités, le bien-être et les libertés des populations. La volatilité du contexte sécuritaire et la récurrence des incidents de sécurité ont intensifié les déplacements de populations.

L'objectif du suivi de la situation humanitaire (Humanitarian Situation Monitoring, HSM) est de comprendre la situation humanitaire et son évolution dans les zones difficiles d'accès de la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Les données permettent d'identifier les besoins multisectoriels des populations et les zones les plus vulnérables en permettant des analyses nationales et transnationales.

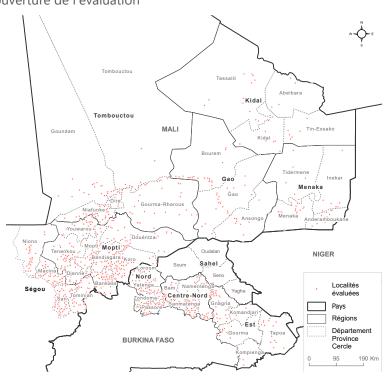
Le suivi de la situation humanitaire couvre les zones inaccessibles et difficiles d'accès de la zone transfrontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, selon la carte ci-dessous. Pour cette évaluation, aucune donnée n'a été collectée au Niger, ni dans la région du Sahel au Burkina Faso.

Pour le mois de décembre 2024, **1178** enquêtes ont été menées.

## Résultats clés

- Les régions dans lesquelles un **sentiment d'insécurité** était le plus rapporté étaient l'**Est** (63%), le **Nord** (44%) et **Ménaka** (35%). Dans ces trois régions les Informateurs Clés (IC) rapportaient également l'insécurité, les violences ou les pillages parmi les **chocs** subis, dans respectivement 97%, 78% et 100% des localités évaluées.
- Parmi les régions évaluées, le **Nord** (58) et **Ménaka** (19) sont les régions qui ont connu **le moins d'incidents sécuritaires**, malgré un sentiment d'insécurité largement rapporté.
- La région du Nord était particulièrement touchée par les chocs d'augmentation des prix et les risques de violences physiques, selon les IC.
- La région de Ménaka était particulièrement touchée par les risques d'enlèvements et de recrutement forcé, selon les IC.
- La restriction des mouvements était rapportée comme le premier risque pour les hommes et les femmes au Burkina Faso (91%) et au Mali (49% pour les femmes, 58% pour les hommes).
- Les régions de **Ménaka**, **Kidal** et les provinces de **Tapoa** et **Loroum** étaient les plus touchée par l'**absence de services de protection**, selon les IC.

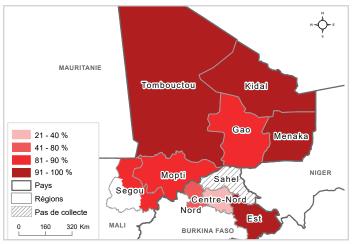
Carte de couverture de l'évaluation





#### Chocs

Carte 1 - % de localités évaluées touchées par l'insécurité, les pillages ou la violence au cours de 90 jours précédant la collecte



Selon les IC, l'insécurité, les violences et les pillages constituaient les principaux chocs auxquels étaient exposées les populations dans 87% des localités évaluées au Mali et 65% au Burkina Faso. Ces chocs ont été largement rapportés dans les localités des régions de Ménaka (100%), Tombouctou (98%) et Kidal (96%), ainsi que dans la région de l'Est (97%).

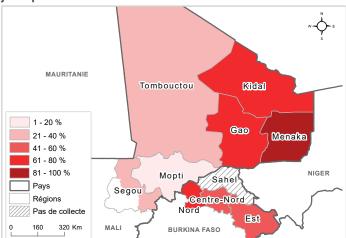
Selon International NGO Safety Organisation (INSO), la région des trois frontières connaît à cette époque de l'année (début de la saison sèche) une **hausse de la mobilité**, qui a eu pour conséquence de faire augmenter la **pression des Forces de défense et de sécurité** (FDS) sur les groupes armés dans la région de Ménaka, où plusieurs combattants auraient été tués en décembre 2024.<sup>1</sup>

Selon le Cluster Protection, les régions de Gao, Ménaka et Kidal ont connu une **hausse** de **27%** des incidents de protection au cours du mois d'octobre par rapport au mois précédent, qui pourrait s'expliquer par l'**intensification** des cas de braquages, d'extorsions et de pillages sur les **axes Gao-Ansongo** et **Gao-Kidal-Algérie**. En novembre le nombre d'incidents documentés avait **diminué**, ce qui pourrait s'expliquer par l'escorte des véhicules sur les axes routiers par les FDS.<sup>2</sup>

Dans la région de **Tombouctou**, le Cluster Protection rapportait une **augmentation significative des incidents de protection** observées sur la période d'octobre (809) par rapport au mois précédent (520). En **décembre**, les incidents documentés avaient largement **diminué** (207), avec une réduction des mouvements des groupes armés non étatiques et une intensification des opérations militaires. La région était cependant toujours très impactée par le **blocus** imposé sur la commune de Léré depuis novembre 2024<sup>3</sup>.

Au Mali, les chocs liés à l'insécurité étaient les plus largement rapportés (87%), tandis qu'au Burkina Faso, l'insécurité (65%) était évoquée dans des proportions comparables à l'augmentation soudaine des prix des produits de base sur le marché (60%).

Carte 2 - % de localités évaluées touchées par l'augmentation soudaine des prix des produits de base au marché au cours de 90 jours précédant la collecte



La région du **Nord** (77%) au Burkina Faso a été particulièrement touchée par l'augmentation des prix des produits de base au marché, notamment les provinces de **Passoré** (84%) et de **Yatenga** (86%). Au Mali, les régions de **Ménaka** (98%), **Gao** (79%) et **Kidal** (66%) étaient également particulièrement touchée.

Selon le Cadre Harmonisé<sup>4</sup>, les régions de **Ménaka** et **Kidal** étaient classées en **Phase 3** (Crise) pour la période d'octobre à décembre 2024, et la région de **Gao** était classée en **Phase 2** (Sous Pression). En période projetée (juin-août 2025), la région de Gao passait en Phase 3 (Crise) et la région de Ménaka passait en Phase 4 (Urgence).

Dans les régions de **Ménaka** et **Kidal**, une intensification des **opérations militaires** en cours viennent **perturber** les activités économiques et les circuits d'approvisionnement et **exacerbent les difficultés d'accès** aux aliments et aux revenus, ainsi qu'à l'assistance humanitaire. Malgré des récoltes moyennes, les **pertes de production** dues aux inondations et à la réduction des superficies liées aux difficultés d'accès aux champs et aux incendies de récoltes réduisent les disponibilités alimentaires dans les **zones d'insécurité** des régions de Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao.<sup>6</sup>

Malgré une baisse saisonnière, qui était moins marquée cette année, **les prix restent supérieurs à la moyenne quinquennale** pour les denrées alimentaires de base de plus de 40% au Mali, 70% dans la région de Gao et 137% dans la région de Ménaka.<sup>7</sup>

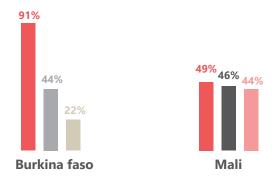
La région **Est** du Burkina Faso était classée en **Phase 2** (Sous Pression) en termes d'insécurité alimentaire. Dans la région **Nord** du Burkina Faso, la province de **Loroum** était classée en **Phase 3** (Crise), alors que le reste de la région était catégorisé en **Phase 1** (Minimale) ou **2** (Sous pression). Les projections prévoyaient un passage de la région **Est** (à l'exception de la province de Gnagna) ainsi que de la province de **Yatenga**, en **Phase 3** (Crise). Les **prix de céréales** restaient **élevés** en novembre 2024, par rapport à la moyenne quinquennale.<sup>8</sup>



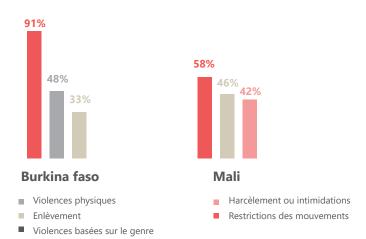
## Principaux risques sécuritaires

Principaux risques sécuritaires rapportés par les IC, en % de localités évaluées (plusieurs réponses possibles)

#### **Filles et femmes**



#### **Garçons et hommes**



Au Burkina Faso, c'est dans la région du **Nord** que le risque de **violences physiques** a été le plus souvent rapporté pour les femmes et les filles (60%), ainsi que pour les hommes et les garçons (64%), notamment dans la province du **Loroum** (90% pour les deux groupes).

Les **enlèvements** étaient le plus souvent rapportés comme un risque pour les femmes et les filles dans la province de **Kompienga** (67%), et dans la province de **Tapoa** (67%) pour les hommes et les garçons. Au Mali, le risque d'enlèvement pour les hommes et les garçons était particulièrement rapporté dans la région de **Ménaka** (79%) ainsi que dans les provinces de **Tominian** (88%) et **Djenné** (82%).

Au Mali, les **restrictions de mouvement** étaient le plus souvent rapportées dans la région de **Kidal** comme risque principal pour les femmes et les filles (85%), et pour les hommes et les garçons (90%). Ce risque était également largement rapporté dans les cercles de **Koro** (au moins 85%), **Bandiagara** (au moins 90%) et de **Bankass** (au moins 85%) de la région de Mopti.

## Violences basées sur le genre

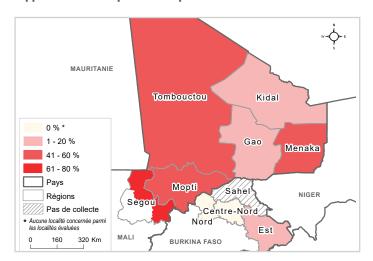
Le risque de **violences basées sur le genre** (VBG) constituait un des risques principaux pour les femmes et les filles au Mali, et était particulièrement rapporté dans les provinces de **Tominian** (90%) de la région de Segou, et dans les provinces de **Ténenkou** (77%), **Youwarou** (75%), et **Djenné** (75%), de la région de Mopti. Selon OCHA, les cas de VBG ont considérablement augmenté au Mali au cours de l'année 2024, rapportant une **hausse de 40**% du nombre de cas documentés par rapport à 2023<sup>9</sup>.

Au **Burkina Faso**, le risque de VBG pour les femmes et les filles n'était rapporté que dans **1%** des localités évaluées, et notamment dans la province de **Tapoa** (**11%**)<sup>10</sup>. Il ressortait des résultats de l'Evaluation multisectorielle des besoins (**MSNA**)<sup>11</sup> menée de juin à août **2024**, que dans la région **Nord**, **40%** des ménages interrogés rapportaient que des VBG avaient été commises ou subies dans leur localité dans les trois mois précédant la collecte, contre **27%** dans la région **Est** et **2%** dans la région **Centre**. Cet écart pourrait s'expliquer en partie par la méthodologie du HSM, qui se fonde sur la perception d'**informateurs clés**.

Selon le Projet 21, le faible rapportage des VBG dans la région Nord du Burkina Faso malgré des facteurs de risques, pourrait s'expliquer par la fréquence des **sensibilisations** sur les VBG et par le **manque de signalement de cas**, car les présumés auteurs font souvent partie de la même communauté que les survivantes<sup>12</sup>.

Ce risque était rapporté dans **moins de 1%** des localités évaluées pour les hommes et les garçons au **Burkina Faso**, et **7%** au **Mali**.

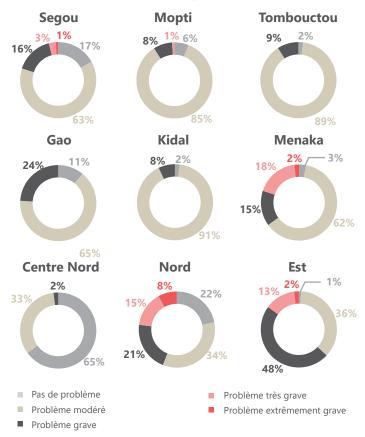
Carte 3 - % de localité évaluées dans lesquelles les IC rapportaient un risque de VBG pour les femmes et les filles





## Perception du niveau de gravité de l'insécurité

Gravité de l'insécurité selon les IC, en % de localité évaluées



Selon les IC, c'est dans les régions de l'**Est** (63%), du **Nord** (44%), et de **Ménaka** (35%), qu'un problème grave, très grave ou extrêmement grave d'insécurité a été le plus souvent rapporté.

Les régions dans lesquelles le plus grand nombre d'incidents sécuritaires ont été relevés par ACLED<sup>13</sup> sont la région de **Mopti** (572 incidents sur la période de juin à novembre 2024), **Segou** (139) au Mali et de l'**Est** au Burkina Faso (155). Les régions de **Ménaka** (19) au Mali et du **Nord** du Burkina Faso (58), sont les régions évaluées qui ont connu **le moins d'incidents** sécuritaires.

#### Est

Les provinces de **Tapoa** (89%) et de **Kompienga** (100%) sont les provinces dans lesquelles un problème grave, très grave ou extrêmement grave d'insécurité a été largement rapporté. Il s'agit également des provinces les plus concernées par le risque de **violence physique** avec **78**% de localités concernées dans la province de **Tapoa** pour les hommes et les femmes, et **67**% à **Kompienga** pour les hommes.

Le Cluster Protection a relevé une dégradation notable de la situation dans la région **Est** au cours du mois de septembre 2024, exacerbée par l'**intensification des activités des groupes armés**. <sup>14</sup> Par ailleurs, on observe une hausse du nombre d'incidents rapportés par ACLED entre octobre et décembre 2024 qui pourrait également

expliquer un sentiment d'insécurité plus élevé dans cette région<sup>15</sup>.

#### Nord

Dans la région du Nord le nombre d'incidents est resté stable et relativement faible entre octobre et décembre 2024<sup>16</sup>. Le Cluster Protection observait en septembre 2024 une situation sécuritaire et de protection **très instable**, où les incidents de protection sont les conséquences directes de l'activisme des groupes armés<sup>17</sup>.

Dans 78% des localités évaluées, les IC rapportaient l'insécurité, les violences et les pillages comme choc subi dans les 90 derniers jours. Par ailleurs, il s'agit de la région évaluée la plus concernée par le risque de violences physiques, tant pour les femmes (60%) que pour les hommes (64%).

#### Ménaka

Dans la région de Ménaka, les incidents documentés par le Cluster Protection ont **augmenté de 48%** au cours du mois de décembre 2024 par rapport au mois précédent, ce qui pourrait s'expliquer entre autres par l'intensification des enlèvements. Une **hausse des incidents** entre octobre et décembre ressort également des données récoltées par ACLED. Le Cluster Protection<sup>18</sup> rapporte que les communes de **Ménaka** et de **Tidermene** ont été affectées par des **frappes de drones**, dans le cadre de l'intensification des opérations de sécurisation des personnes et de leurs biens par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS).

On observe que selon les IC, la région de Ménaka est particulièrement touchée par les **enlèvements** et le **recrutement forcé** pour les hommes, en comparaison aux régions de Mopti et Segou où de nombreux incidents avait été relevés.

% de localités évaluées dans lesquelles les IC rapportaient les enlèvements et le recrutement forcé comme principaux risques pour les hommes et les garçons dans les régions de Ménaka, Mopti, et Segou

# Enlèvements Recrutement forcé Ménaka 79% Ménaka 67% Mopti 47% Mopti Segou 51% Segou 8%

Ces données pourraient s'expliquer par la hausse des cas d'enlèvements avec libération par rançon sur l'axe Ansongo-Ménaka de la part des groupes armés nonétatiques, faisant suite notamment à la fermeture de la mine d'or de N'tahaka, selon le Cluster Protection<sup>19</sup>.

La région de Ménaka est également celle dans laquelle le risque de **VBG** (50%) pour les femmes a été le plus souvent rapporté.



## Accès aux services de protection

% de localités évaluées rapportant l'absence de services de protection disponibles pour la majorité de la population au cours de 30 jours précédant la collecte





#### Mali

Selon le Cluster Protection, l'accès humanitaire au Mali est entravé par les **inondations**, les **groupes armés** bloquant l'aide, ou encore les **conflits**<sup>20</sup>.

Le Cluster observe par ailleurs une diminution du nombre de bénéficiaires pris en charge par des **services d'appui psychosocial** parmi les enfants associés aux groupes armés (**-48%**) et les enfants non accompagnés ou séparés (**-7%**), entre 2023 et 2024<sup>21</sup>.

Les sessions de sensibilisation aux **mines** et **engins explosifs** ont en revanche **augmenté** sur la même période<sup>22</sup>.

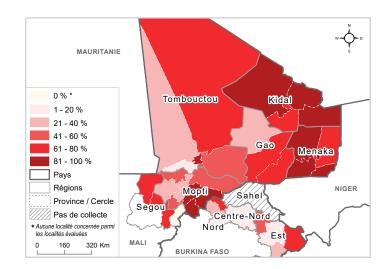
Les interventions **VBG** ont quant à elles été impactées par une **réduction des financements**, surtout à Mopti et Gao, et par l'**insécurité**. D'autres facteurs tels que la peur, la stigmatisation, les barrières financières, ou l'éloignement constituent également un frein dans l'accès aux services de VBG<sup>23</sup>. Selon OCHA, la prise en charge des VBG reste un défi majeur en particulier dans les régions de Ménaka et Kidal ou les ménages rapportent un manque de médicaments et de services.<sup>24</sup>

Bien que dans les régions de **Kidal** (89%) et de **Ménaka** (90%) les IC rapportent largement une absence de services, ils rapportentégalement un **problème d'insécurité modéré**, avec 8% de localités évaluées à **Kidal** où était rapporté un problème grave, très grave ou extrêmement grave, et 35% pour **Ménaka**.

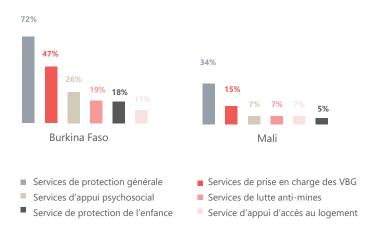
#### **Burkina Faso**

La province de **Tapoa** (**79%**) est celle où les IC rapportent le plus une **absence de services de protection** au Burkina Faso.

Carte 3 - % de localités évaluées dans lesquelles la présence d'aucun service disponible a été rapportée par les IC



% de localités évaluées rapportant les services de protection disponibles pour la majorité de la population au cours des 30 jours précédant la collecte



On constate que la présence de **services de prise en charge** des **VBG** est plus souvent rapportée par les IC dans les localités évaluées au Burkina Faso qu'au Mali.



## Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de « zone de connaissance ». Des informateurs clés rapportent sur des localités à propos desquelles ils ont des informations récentes soit parce qu'ils se sont rendus dans la localité moins de 30 jours avant la collecte, soit parce qu'ils ont été en contact avec quelqu'un qui s'y trouvait lors des 30 jours précédant la collecte.

La collecte s'est déroulée du 2 au 11 décembre 2024.

L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « pourcentage de localités ».

L'échantillonnage visait à ce qu'au moins 10% des localités de chaque unité administrative 2 (admin 2) et 5% des localités de chaque unité administrative 3 (admin 3) soit couvertes. Cette proportion n'a pas été atteinte pour 3/28 admin2 et 0/255 admin3 au Mali, et pour 1/12 admin2 et 2/86 admin3 au Burkina Faso.

Pour compléter la couverture, des localités spécifiques peuvent être explicitement ajoutées à l'échantillon. Celles-ci sont ajoutées si la situation humanitaire ou des évènements récents justifient une nécessité de connaître les besoins humanitaires de populations se trouvant dans des zones spécifiques.

#### Notes de fin

- <sup>1</sup> INSO, Central Sahel Monthly Outlook, Décembre 2024
- <sup>2</sup> Note de Protection, Mali, Octobre-Décembre 2024, Cluster Protection, Projet21
- <sup>3</sup> Note de Protection, Mali, Octobre-Décembre 2024, Cluster Protection, Projet21
- <sup>4</sup> -<u>L'identification des zones à risques et des populations vulnérables au Sahel et en Afrique de l'Ouest (CH2) Résultats de l'analyse de la situation de <u>l'insécurité alimentaire aigue actuelle et projetée</u>, 1er décembre 2024</u>
- <sup>5</sup> FEWS NET. <u>Mali Mise à jour des messages clés Décembre 2024</u>
- <sup>6</sup> FEWS NET. Mali Mise à jour des messages clés Décembre 2024
- <sup>7</sup> FEWS NET. Mali Mise à jour des messages clés Décembre 2024
- <sup>8</sup> FEWS NET. <u>Burkina Faso Mise à jour des messages clés Décembre 2024</u>
- <sup>9</sup> Mali Besoins Humanitaires et Plan de Réponse 2025, OCHA, Janvier 2025
- <sup>10</sup> 2 localités concernées sur 18 localités évaluées
- <sup>11</sup> Evaluation multisectorielle des besoins (MSNA) Analyse des données, REACH
- <sup>12</sup> Rapport mensuel de monitoring de Protection (P21) Burkina Faso Région de l'Est Septembre 2024, UNHCR
- <sup>13</sup> Incidents : Ensemble des incidents rapportés par ACLED, c'est-à-dire les incidents de violences politiques, de violence organisée, les manifestations et le ciblage des civils
- <sup>14</sup> Rapport mensuel de monitoring de Protection (P21) Burkina Faso Région de l'Est Septembre 2024, UNHCR
- 15 Armed Conflict Location & Event Data (ACLED), Données extraites pour la période de juin à décembre 2024
- <sup>16</sup> Rapport mensuel de monitoring de Protection (P21) Burkina Faso Région du Nord Septembre 2024, UNHCR
- <sup>17</sup> Note de Protection, Mali, Octobre-Décembre 2024, Cluster Protection, Projet21
- <sup>18</sup> Note de Protection, Mali, Octobre-Décembre 2024, Cluster Protection, Projet21
- <sup>19</sup> Note de Protection, Mali, Octobre-Décembre 2024, Cluster Protection, Projet21
- <sup>20</sup> Note de Protection, Mali, Octobre-Décembre 2024, Cluster Protection, Projet21
- <sup>21</sup> Note de Protection, Mali, Octobre-Décembre 2024, Cluster Protection, Projet21
- <sup>22</sup> Note de Protection, Mali, Octobre-Décembre 2024, Cluster Protection, Projet21
- <sup>23</sup> Note de Protection, Mali, Octobre-Décembre 2024, Cluster Protection, Projet21
- <sup>24</sup> Mali Besoins Humanitaires et Plan de Réponse 2025, OCHA, Janvier 2025

## A PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de cellesci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'Acted et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).

